

«L’océan, ça va ça vient», «poisson honni, poisson chéri»: Ce que les politiques islandaises de gestion des ressources marines nous disent du rapport des Islandais à la pêche, aux pêcheurs et aux ressources marines

Emilie Mariat-Roy

Les Islandais ont toujours entretenu un rapport ambivalent aux pêcheurs, à la pêche et au poisson. Après avoir gouverné l’économie et la société pendant les trois quarts du XXe siècle, la pêche a été reléguée au second plan pendant les années 1990, puis le poisson a refait surface en 2008, alors que l’Islande s’enfonçait dans la récession économique.

Dans cet exposé, nous présenterons ce à quoi la pêche renvoie sur un plan symbolique et imaginaire, à travers une analyse des politiques de gestion des ressources marines, dont les orientations sont révélatrices de logiques plurielles et antagonistes.

L’exploitation et l’accès aux ressources marines n’ont cessé de constituer des enjeux socioéconomiques et politiques centraux à tous les échelons depuis que les Islandais ont commencé à pratiquer des pêches commerciales : les politiques de gestion des ressources marines déployées à partir des années 1980 s’inscrivent dans cette continuité.

À la fin des années 1980, avec l’instauration des quotas de pêche transférables (QIT) et la création des entreprises de criée, on est passé du « tous pour un » au « chacun pour soi » et les relations d’interdépendance et les formes de coopération qui régissaient autrefois les rapports sociaux ont été remises en cause. Ce processus d’*individualisation* a eu des conséquences, d’une part, sur les pratiques de pêche, les rapports sociaux locaux et l’organisation générale de la filière pêche, et, d’autre part, sur les représentations que les pêcheurs se font de leur métier, que les autres villageois se font de la pêche et des pêcheurs et que d’autres groupes se font des activités de pêche.

Les questions de répartition et de redistribution des ressources marines constituent un fait politique de premier ordre et, les modalités d’exploitation des ressources marines, au regard des conditions historiques de développement des activités de pêche et de transformations, renvoient à des questions de justice sociale, d’équité, de redistribution et de mesure. La pêche étant à la base du vivre ensemble et constituant le dénominateur commun des activités socioéconomiques de plusieurs communes, si l’on veut comprendre tout ce que pêcher veut dire, cet objet doit être appréhendé en tant que fait social total et dans ses évolutions. La gestion des ressources marines ne peut être réduite à ses dimensions environnementales ou économiques et, le problème posé par une restriction des captures et des droits d’entrée dans le métier ne peut être réglé entre pêcheurs et pouvoirs publics car les Islandais ne sont pas indifférents au traitement qui est réservé à « leurs » ressources, devenues individuelles, cessibles et transférables. Des logiques plurielles régissent et influencent les prises de décision des pouvoirs

publics et *des raisons de la pratique* – sociales, économiques et morales – y président, que nous identifierons.